



■ Coup de théâtre à Moscou

Boris Eltsine a dissous, lundi, l'ensemble du gouvernement et fait annoncer qu'il assumerait lui-même les fonctions de premier ministre, exercées depuis plus de cinq ans par Victor Tchernomyrdine. p. 48

■ Boat people de Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement a décidé d'ajourner l'expulsion des boat people chinois réfugiés en Nouvelle-Calédonie. Dimanche, une violente intervention des forces de l'ordre avait fait neuf blessés. p. 48 et notre éditorial page 14

■ Angoisse au Kosovo

Les Albanais vivent dans la peur d'une nouvelle répression serbe. Ils ont voté clandestinement, dimanche, pour élire un président et un Parlement non reconnus par Belgrade. p. 2

■ Photographie documentaire



Une nouvelle génération de photographes impose un retour spectaculaire au documentaire. p. 24

■ L'avenir des services publics

Le gouvernement réfléchit à l'organisation de la concurrence vis-à-vis d'EDF et de La Poste, à la suite de l'entrée en vigueur de directives européennes d'ici à la fin de l'année. p. 16

■ Le feu d'El Niño

Les territoires asséchés par le phénomène climatique El Niño s'embrasent. De gigantesques incendies ravagent la savane et la forêt d'Amazonie. p. 21

■ Nanterre la Rouge trente ans après

Trente ans après le manifeste du 22 mars, prélude à mai 68, Paris-X, l'université rebelle de Nanterre, est devenue ingouvernable. p. 10

■ Mondial de cross-country

L'Irlandaise Sonia O'Sullivan a remporté les deux épreuves, cross long et cross court, des championnats du monde de Marrakech. p. 19

■ Télé catholique

Une réflexion est ouverte sur la création d'une chaîne de télévision catholique, autour de projets thématiques associant TF 1 et TPS. p. 17

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2900 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 324 - 7,50 F



La gauche bénéficie de la crise à droite

● A l'issue des cantonales, la droite réalise sa plus mauvaise performance depuis la guerre, et la gauche obtient sa meilleure implantation sous la V^e République ● Dix départements passent à gauche; droite et gauche sont à égalité dans quatre autres ● Le chantage du FN a échoué en PACA où Michel Vauzelle (PS) a été élu président

LE SECOND tour des élections cantonales a permis à la gauche de rééquilibrer sa représentation dans les assemblées départementales. Elle ne présidait que vingt conseils généraux en métropole; au soir du 22 mars, elle est majoritaire dans trente. Le PS regagne ainsi plusieurs de ses fiefs historiques, comme le Nord, le Puy-de-Dôme, le Gers, et conquiert des départements jusqu'alors ancrés à droite, comme le Finistère, l'Ardèche, ou qui lui échappaient depuis de nombreuses années, comme l'Aisne et l'Essonne. Le PC profite de cette poussée, puisqu'il devrait accéder à la présidence de l'Allier, alors que, depuis 1982, il ne présidait plus que les conseils de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. La gauche est de plus à égalité avec la droite dans quatre départements métropolitains. Outre-mer, dont elle présidait les quatre conseils généraux, elle n'a perdu que la Réunion.

Le PS est le principal bénéficiaire de cette progression: dans les cantons métropolitains renouvelables cette année, il compte désormais 647 élus contre 312 sortants. Il détient dorénavant 1 140 sièges de conseillers généraux métropolitains sur les 3 857 existants. De son côté, le PC gagne 36 sièges supplémentaires. En revanche, l'UDF a perdu 213 mandats de conseillers généraux et le RPR 181, les divers droite en abandonnant 17. Là où des candidats de droite avaient passé des accords avec l'extrême droite, cela ne leur a pas rapporté les fruits escomptés. Dans les cantons où le FN n'a pas pu maintenir ses candidats, le report de leurs voix sur ceux du RPR ou de l'UDF s'est mal effectué.

Dans un entretien au Monde, Hervé de Charette, président du PPDF, une des composantes de l'UDF, dénonce vivement les élus de droite qui se sont fait élire à des présidences de région avec le renfort de voix de l'extrême droite. « C'est la ruine de la droite française », assure-t-il, ajoutant: « Ceux qui ont sauvé leur fauteuil l'ont fait en sacrifiant la République. »

Face au FN, la droite entre Epinay et Tours

DERRIÈRE les régionales, les cantonales: elles révèlent, après un second tour sans doute aggravé par l'effet des alliances passées entre la droite et le Front national dans cinq conseils régionaux, un rapport de forces accablant pour la droite. Sur un terrain qui lui est normalement favorable - même si la part des cantons ruraux tend à se réduire à la longue -, la droite des notables « modérés » a réalisé sa plus mauvaise performance depuis la guerre, tandis que la gauche bénéficie de la meilleure implantation qu'elle ait jamais connue sous la V^e République.

Quinze ans de reculs devant les coups de boutoir du Front national ont abouti à ce que celui-ci, qui ne pouvait compter au départ que sur l'effet Le Pen dans les scrutins nationaux à la proportionnelle, a fini par susciter les engagements locaux qui lui permettent aujourd'hui, non, certes, d'entrer dans les conseils généraux - il n'y compte au total que trois élus -, mais d'empêcher la droite d'y conserver ses positions. Ce sont bien les bases de l'opposition parlementaire qui sont atteintes, alors même que son électoralat reste majoritairement hostile aux thèses de l'extrême



LE CHARIVARI provoqué par le succès politique qu'une partie de la droite a offert à l'extrême droite marque une date dans l'histoire politique du pays et appelle deux constats. L'onde de choc provoquée par la dissolution de l'Assemblée nationale, à laquelle M. Chirac avait cru bon de procéder, il y a bientôt un an, n'est pas achevée: elle aboutit en ce printemps 1998 à un véritable ébranlement de la droite française. Le gouvernement, et avec lui la majorité de gauche, aurait dû pouvoir tirer du résultat convenable de celle-ci aux régionales et de son réel succès aux cantonales, une plus grande tranquillité d'esprit dans son action, une incitation sinon à aller plus loin, du moins à forcer l'allure.



ÉDITORIAL

Le climat délétère créé par une semaine de sinistres combinaisons entre des élus de droite et d'extrême droite le laisse non pas privé de son avantage, mais gêné au tour de son avantage, atteint malgré lui par un discrédit qui - le taux d'abstention aux cantonales le montre - concerne indistinctement, et dans ce cas injustement, tous les partis.

Séisme

Plus précisément, alors que la dépression économique commençait à se dissiper, le marasme politique s'appesantit. La crise de la droite, à l'origine de la victoire de la gauche en 1997, est confirmée et aggravée, mais la persistance du vote FN et ses effets dévastateurs dans les rangs des élus UDF et RPR assombrissent le paysage et créent un climat domageable pour le gouvernement.

Plus précisément, alors que la dépression économique commençait à se dissiper, le marasme politique s'appesantit. La crise de la droite, à l'origine de la victoire de la gauche en 1997, est confirmée et aggravée, mais la persistance du vote FN et ses effets dévastateurs dans les rangs des élus UDF et RPR assombrissent le paysage et créent un climat domageable pour le gouvernement.

J.-M. C.

Lire la suite page 14

A Marseille, un sale dimanche de prières et de gros mots

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« On est plombé par les conneries des cinq autres », maugrée Renaud Muselier, premier adjoint RPR de la mairie de Marseille, en guise de commentaire de ce sombre dimanche cantonal. Les « cinq », c'est-à-dire les présidents de région élus, vendredi 20 mars, avec les voix du FN. « Plombé », parce que, fort de cette victoire, Jean-Marie Le Pen se proposait, dimanche, de marchander lundi son élection à la présidence de Provence-Alpes-Côte-d'Azur contre une participation décisive à celle d'un président de droite en Ile-de-France.

C'était, de la part de M. Muselier, une assez bonne formule pour résumer la cuisante défaite que les socialistes et leurs alliés ont infligée, aux cantonales, à la droite dont les porte-parole marseillais ont mordu la poussière. « Et ce Stallardo, non ! », ajoutait-il en refusant les offres de service de cet inconnu, ou presque, adjoint RPR au maire de Nice, candidat à l'alliance avec le FN pour diriger la région dès lundi. Dans les Alpes-Maritimes, les socialistes ont gagné cinq cantons, le PC et les Verts un

chacun. Autant dire que Gilbert Stallardo ne s'est pas fait que des amis à droite. « Ayant été boy-scout durant toute mon enfance, j'ai les capacités à proposer une gestion acceptable par tous », proclamait-il vendredi dernier. Sa faconde n'a pas convaincu les électeurs de son camp.

« Conneries des cinq autres » ou pantalonade locale, ce week-end d'attente à l'aveugle sera finalement réduit à quelques formules et gros mots. Hormis la candidature annoncée de M. Le Pen et les succès socialistes aux cantonales, rien de très nouveau n'était arrivé entre vendredi et dimanche soir. Renaud Muselier, décidément gamine, expliquait dimanche, à propos de ses amis hésitant entre l'alliance avec l'extrême droite et le sursaut: « Quand on a le cul entre deux chaises, on tombe le cul par terre. » Jean-Claude Gaudin, maire (UDF) de Marseille, pourtant homme de mots, était cloué au sol. Invisible tout le dimanche, enfermé dans son bureau à la mairie, il dictait un communiqué parlant « des électeurs profondément troublés » et concluait que la défaite du jour devait « confirmer l'opposition républicaine et libérale dans une ligne

claire, sans aucune compromission avec le FN ». Mais à l'oral, et devant les deux journalistes qui poireautaient au milieu de la nuit au bas de l'hôtel de ville, il n'a livré qu'un: « Mauvais dimanche pour nous ! » François Léotard, chef de file de la droite aux régionales, restait inaccessible à ses colistiers, qui cherchaient à décrypter le silence du reclus de Fréjus.

Michel Vauzelle, maire socialiste d'Arles, candidat de la gauche « plurielle » à la présidence de la région, a commenté gravement, dans un premier temps, l'initiative de Jean-Marie Le Pen: « On descend peu à peu dans l'abomination. L'extrême droite "plurielle" réclame son dû après avoir passé des marchés. » Puis il a lancé à ses amis l'appel suivant: « Allez à Notre-Dame-de-la-Garde, à la synagogue, où vous voulez, mais priez pour qu'ils [les élus de droite au conseil régional] fassent tous leur devoir ! » Lundi, les prières avaient porté leurs fruits. Michel Vauzelle était élu à la présidence de la région avec 49 voix. Derrière lui, Jean-Marie Le Pen obtenait 37 voix, François Léotard 19 et Gilbert Stallardo 9.

Michel Samson

L'ŒIL DU FAUCON

ROMAN

Wilbur Smith



Une fascinante épopée africaine par l'auteur du Dieu Fleuve, Wilbur Smith le grand maître du roman d'aventures. PRESSES DE LA CITÉ

● Le cataclysme provoqué par les alliances entre la droite et le Front national aux élections régionales et le succès de la gauche aux cantonales p. 6 et 7

● Un entretien avec Hervé de Charette: « La ruine de la droite française » p. 6

● L'élection des présidents de région en Ile-de-France et en Franche-Comté p. 6 et 7

● Les retombées de l'alliance droite-FN dans la région Rhône-Alpes p. 6

● L'analyse et le détail des résultats des élections cantonales p. 8

● Nos reportages dans le Finistère, la Meurthe-et-Moselle, en Corse, dans le Nord et l'Essonne p. 8 et 9

● Enquête: la révolution « frontiste » des militants RPR de l'Oise p. 12

● Débats: les points de vue de François Hollande, premier secrétaire du PS, et de Charles Millon, président (UDF) de Rhône-Alpes p. 13

● Dans notre cahier spécial, les résultats complets, canton par canton, cartes et commentaires départementaux

International	2	Aujourd'hui	19
France	6	Jeu	21
Société	10	Années classées	23
Carnet	11	Culture	24
Horizons	12	Kiosque	26
Entreprises	14	Abonnements	26
Communication	17	Radio-Télévision	27
Finances/marchés	18	Résultats	29

Patrick Jarreau

Lire la suite page 14

ÉLECTIONS Le second tour des élections cantonales, dimanche 22 mars, a permis à la gauche de progresser dans un très grand nombre de départements et de

prendre à la droite dix conseils généraux, en ne lui cédant que la Réunion. Ce scrutin n'a pas sanctionné de manière significative les alliances de la droite avec le Front national

qui lui ont permis de conserver cinq présidences de conseils régionaux. ● **A DROITE**, cette stratégie d'alliance avec l'extrême droite continue de susciter de nombreuses

condamnations. Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), dénonce « un sinistre complot ». « La droite qui pactise croit qu'elle va y

gagner. Elle va à l'inverse tout perdre », ajoute-t-il. ● **LIONEL JOSPIN** a qualifié ce week-end de « lourd d'inquiétudes » mais aussi de « plein d'espérance ».

La gauche a pris à la droite dix conseils généraux et en a perdu un

Les socialistes, les communistes et leurs alliés sont majoritaires dans trente-trois départements. Jean-Claude Gaudin (UDF-DL) assure que la réélection de présidents de droite dans cinq régions avec l'appui du FN a « profondément troublé » les électeurs du RPR et de l'UDF

LA GAUCHE attendait du second tour des élections cantonales, dimanche 22 mars, que les électeurs sanctionnent les alliances avec le Front national qui ont permis à cinq élus de droite de conserver leurs présidences de région. Malgré une faible participation - 55,03 % -, le scrutin cantonal a permis à la gauche de progresser dans un très grand nombre de départements et d'en gagner dix. Mais ce succès ne semble pas résulter d'une réelle démobilisation de la droite, pourtant mise en avant par les dirigeants du RPR et de l'UDF. Ces élections se sont déroulées sur fond de manœuvres et de polémiques en vue des élections de président de région, qui doivent intervenir lundi 23 mars en Ile-de-France, en Haute-Normandie et en Midi-Pyrénées, et peut-être en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la date de l'élection en Franche-Comté, après la démission de Jean-François Humbert, qui a refusé les voix du FN, étant incertaine.

Jean-Marie Le Pen a de nouveau semé le trouble en proposant à la

droite de soutenir sa candidature à la présidence de la région PACA en échange d'un appui des élus d'extrême droite à ceux du RPR et de l'UDF pour « faire barrage partout ailleurs à la gauche socialo-communiste ». En PACA, Gilbert Stellardo, adjoint RPR au maire de Nice, a annoncé sa candidature, en indiquant qu'il ne refuserait aucun soutien. Tous les dirigeants de droite qui se sont exprimés - de Nicolas Sarkozy à François Fillon pour le RPR, en passant par François Bayrou, président de Force démocrate, et Alain Madelin, président de Démocratie libérale - ont rejeté les termes de cet échange. La pression s'est aussi intensifiée sur Charles Millon, qui réélu à la présidence de Rhône-Alpes avec les voix du FN, se défend d'avoir commis « un acte de déshonneur », pour l'inviter à donner sa démission. Cette demande a été faite explicitement par Bernard Bosson, maire (UDF-FD) d'Annecy, et Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, et implicitement par Raymond Barre, qui a dénoncé une « faute politique grave ».

De son côté, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, a réitéré sa demande de démission des cinq présidents élus avec les voix du FN. En Ile-de-France, M. Fillon a assuré qu'Edouard Balladur ne sera pas candidat à la présidence de région. En Corse, le deuxième tour de l'élection de l'Assemblée territoriale a confirmé l'avantage pris par la droite au premier tour, avec une victoire de la liste d'union emmenée par le RPR Jean Baggioni, président sortant de l'exécutif, sur celle de gauche conduite par le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, qui progresse toutefois de 9 points.

Le second tour des élections cantonales a été très favorable à la gauche, qui a recueilli 47,32 % des suffrages exprimés, en métropole, contre 44,77 % pour la droite et 7,42 % pour l'extrême droite. Sur 1 958 cantons, l'ensemble des formations de la majorité « plurielle » ont 959 élus, soit 48,98 %. Avec 34,33 %, le Parti socialiste est le grand gagnant : 647 élus, soit un

gain de 335 sièges. Le PCF, qui espérait, selon Robert Hue, entre 30 et 40 sièges, en gagne 36. L'UDF perd 213 cantons et le RPR 181. La gauche, qui n'avait que 20 départements, en gagne 10 - Aisne, Allier, Ardèche, Finistère, Gers, Meurthe-et-Moselle, Nord, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales et Essonne -, un onzième (la Haute-Saône) devant être acquis au bénéfice de l'âge.

VOTE PUNITIF OU DISSUASIF

La lecture des résultats des cantonales à la lumière de la polémique née des alliances entre la droite et l'extrême droite amène des conclusions contrastées. Dans les cinq régions où un président a été élu avec les voix du FN, la sanction à l'égard de la droite est nette dans trois départements du Centre - Cher, Indre-et-Loire et Loiret -, où la gauche a davantage mobilisé d'un tour à l'autre, avec toutefois une envolée de l'abstention en Loir-et-Cher. Le même phénomène s'observe dans quatre départements de Rhône-Alpes (Ain, Ardèche, Loire et

Rhône, où la droite recule légèrement, de 0,86 point). En revanche, la démonstration n'est pas convaincante dans les trois autres régions où, d'un tour à l'autre, la droite progresse partout plus que la gauche, sauf dans l'Yonne, les Pyrénées-Orientales (où elle perd 2,2 points) et l'Aisne. L'augmentation de l'abstention est cependant partout supérieure à quatre points en Bourgogne et en Picardie.

A défaut de sanction générale, le vote peut-il apparaître dissuasif dans les cinq régions qui vont désigner leur président ? En Haute-Normandie, où la gauche n'a pas réussi à conquérir le conseil général de Seine-Maritime, la droite progresse nettement plus que la majorité. Il en est de même en Midi-Pyrénées, à l'exception de l'Aveyron. La situation est moins favorable à la droite en PACA où, d'un tour à l'autre, elle recule dans quatre départements - Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var et Vaucluse -, alors que la gauche ne régresse que dans les Alpes-Maritimes. En Ile-de-France, la gauche ne prend

l'avantage que dans l'Essonne et le Val-de-Marne. En Franche-Comté, la droite progresse fortement dans le Jura et le Territoire de Belfort, la gauche dans le Doubs et la Haute-Saône.

Pourtant, la lecture d'un vote punitif ou dissuasif a été faite par tous les états-majors. Lionel Jospin a parlé d'un week-end « lourd d'inquiétudes » et en même temps « plein d'espérance ». Pour M. Hollande, qui a observé que les accords locaux des cantonales entre droite et FN n'ont pas fonctionné, l'électorat de droite, notamment par son abstention, n'a pas voulu « participer de ce cautionnement ». Tandis que François Léotard et Philippe Séguin restaient silencieux, Jean-Claude Gaudin résumait le sentiment de la droite en affirmant que « ceux qui ont accepté d'être élus avec les voix du Front national » ont permis à la gauche « de se mobiliser fortement », alors que l'électorat de « la droite libérale, centriste et gaulliste était profondément troublé ».

Michel Noblecourt

Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) « On connaîtra bientôt les auteurs de ce sinistre complot »

« Que vous inspire l'élection de présidents de conseils régionaux de droite grâce aux voix du Front national ?

- C'est l'événement politique le plus important de notre génération. On se souviendra de mars 1998 au même titre que de la fondation de la V^e République, de mai 1968 ou de la victoire de la gauche en 1981. C'est le grand schisme politique de cette fin de siècle. Certains croient avoir fait une habile manœuvre politique. On verra rapidement qu'ils sont, au contraire, les jouets d'événements qui les dépassent. La droite qui pactise croit qu'elle va y gagner. Elle va, à l'inverse, tout perdre, et d'abord d'autres élections. On échange des présidences de région contre la perspective d'une majorité aux prochaines législatives ou contre le projet d'une victoire à la présidentielle. C'est la ruine de la droite française. On saura bientôt que tout cela a été préparé de longue main au cours des dernières semaines, et on connaîtra les auteurs de ce sinistre complot. Ceux qui ont sauvé leur fauteuil l'ont fait en sacrifiant la République.

- Qui est responsable de cette situation ?

- La gauche a une lourde responsabilité, M. Jospin le premier. Elle n'a cessé sans vergogne d'exploiter des thèmes juteux pour elle, comme l'immigration, de harceler les dirigeants de la droite, y compris lorsque ceux-ci avaient un langage clair, et de créer une atmosphère de soupçon que j'ai trouvée écœurante, pour ne pas dire dégueulasse. Que croit-elle ? Lorsqu'il ne restera plus qu'elle en face du Front national, je crains fort que le Front national ne la batte aussi.

- Cela dit, il va de soi que l'opposition est la première concernée. C'était - et c'est toujours - à l'opposition de traiter la question du Front national. Depuis 1981, jamais, lorsqu'elle a été au pouvoir, la droite n'a su apporter de solutions concrètes aux problèmes des Français. Le chômage, l'insécurité urbaine, l'ouverture de notre économie sur le monde, tout cela exigeait une capacité d'innovation politique, une énergie, un rayonnement personnel des dirigeants, un courage politique dont il faut

bien reconnaître qu'ils ont fait cruellement défaut.

- Nous avons eu des technocrates qui suivaient inlassablement la même politique, sans jamais écouter la plainte populaire. On a cru, en 1995, qu'il allait se passer quelque chose. On a espéré un frémissement et puis, patatras !, on a eu pendant deux ans une politique qui a conduit à la déroute que nous connaissons.

- Dans le même temps, il eût fallu affronter le Front national sur ses thèmes, et cela devient maintenant une urgence. Le thème central, c'est le rapport de la France avec l'extérieur, l'attitude des Français envers les étrangers, la place de la France dans le monde. C'est le racisme et l'enfermement sur soi. C'est le cœur du débat.

- Quelles seront les conséquences de cette situation ?

- S'il y a un accord aux régionales, je ne vois pas pourquoi, demain, il n'y aurait pas un accord aux législatives. On ne peut nous dire qu'il n'y a pas eu d'alliance. Personne ne le croira. Et, donc, je ne vois pas

d'autre solution que de rompre avec cette droite-là. La question est posée à l'UDF. On ne peut pas imaginer que puissent cohabiter des gens qui seraient favorables à une alliance avec le Front national et d'autres qui y seraient hostiles. Il faut que ceux qui s'opposent radicalement à l'idée d'une alliance avec le Front national et qui n'appartiennent pas au RPR réfléchissent d'urgence à ce que sera leur place dans la vie politique.

- J'appelle aujourd'hui ceux qui partagent ces convictions à se réunir et à réfléchir à ce que sera demain notre position. La bataille est d'abord celle du projet politique, qu'il est urgent de refonder ; mais il faut également s'interroger sur l'organisation politique. Tant mieux si c'est dans une UDF clarifiée. Sinon, ce sera en dehors. L'UDF ne peut pas devenir l'alliée du Front national, sinon il ne resterait qu'à la dissoudre. C'est désormais une hypothèse sérieuse.

Propos recueillis par Adrien Favreau à Nantes

Franche-Comté : l'élection du président de région ne devrait pas avoir lieu cette semaine

SUR SON RÉPONDEUR téléphonique, vendredi 20 mars au soir, Jean-François Humbert a trouvé beaucoup de messages d'insultes. Anonymes. Heureusement, des amis l'ont félicité pour sa démission de la présidence du conseil régional. Il a entendu Jack Lang lui rendre hommage, à la télévision, puis appris que Raymond Barre avait parlé, dimanche, du choix « très respectable » de cet élu franc-comtois.

Seul des dirigeants de droite, Hervé de Charette l'a aussi appelé. Le président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF) savait qu'il pouvait compter sur cet « ami de vingt ans », secrétaire général de sa petite composante de l'UDF ; certain qu'il refuserait, comme il l'avait promis durant sa campagne, d'être élu avec les voix du Front national.

Dès vendredi soir, la classe politique franc-comtoise et le candidat de la gauche plurielle pensaient déjà à autre chose : la date de la future élection. De Belfort, le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, expliquait, code général des collectivités locales à l'appui, que l'assemblée devait être convoquée « trois jours » après la séance de vendredi, et non « de douze à trente jours » plus tard, comme l'avaient indiqué les services administratifs ; le préfet de région, Claude Guéant, somrait le doyen de l'assemblée, Pierre Milloz (FN), de convoquer

les quarante-trois conseillers régionaux le 23 mars. En vain : dimanche soir, aucun des candidats n'avait reçu d'invitation à se présenter, lundi à Besançon. Au grand dam de Christian Proust, candidat (MDC) de la gauche plurielle, qui souhaitait boucler l'affaire au plus vite. Sans doute pour profiter du désarroi de la droite. Et peut-être avant l'élection des conseils généraux de la Haute-Saône et surtout de Belfort, dont il peut encore réclamer la présidence...

UN SIGNE D'OUVERTURE

M. Humbert a préféré mettre le week-end à profit pour relancer, avec l'aide de M. de Charette, l'idée de sa candidature. Avec dix-sept conseillers régionaux pour la gauche plurielle, dix-sept pour la droite, mais aussi le privilège de l'âge, cette dernière a l'avantage : sa démission lui donne en outre, explique-t-il, la stature d'un candidat républicain. M. de Charette a appuyé ce raisonnement, dimanche, en s'adressant, dans un communiqué, au « chef de la majorité » : « C'est à [Lionel Jospin] de faire en sorte qu'en Franche-Comté, la gauche, minoritaire en voix, (...) retire son candidat face à Jean-François Humbert pour la présidence. Tout autre attitude confirmerait que le PS joue le Front national contre l'opposition », ajoute-t-il.

M. Chevènement a répondu, sur France 2, que le candidat UDF avait

eu un comportement « normal », « compte tenu des engagements pris », quoique empreint de « dignité ». Précisant « qu'il n'avait pas du tout proposé le retrait de Christian Proust », le président du MDC a aussi ajouté qu'il existait « plusieurs formules possibles » pour « gérer la région en excluant le FN et en tenant compte de tous les points de vue ». Un signe d'ouverture : tandis que M. Proust milite pour une alternance négociée - trois ans sous sa présidence, trois ans sous celle de M. Humbert -, Pierre Moscovici, nouvel élu au conseil régional, avait évoqué vendredi un simple « code de bonne conduite » entre droite et gauche.

« Un des moyens de débloquent la situation serait d'envisager un certain partage des présidences de commissions », a expliqué M. Humbert, le même jour. M. Proust avait fait la même proposition à la droite.

Dimanche soir, malgré le silence de ses alliés socialistes et les états d'âme de certains de ses alliés verts - Dominique Voynet, victorieuse de son élection cantonale à Dole - Nord-Est, s'est jusqu'à présent abstenue de tout commentaire -, M. Proust continuait à défendre sa candidature : « En me retirant, je donnerais tort à Jean-Jack Queyranne et raison à Charles Milloz. »

Ariane Chemin

Rhône-Alpes : M. Barre souhaite la fin d'une « situation malsaine »

LYON

de notre correspondant régional

Dimanche soir, le maire de Lyon, Raymond Barre (apparenté UDF), qui était venu commenter les résultats des élections cantonales dans le Rhône et retrouver ses amis politiques, a été accueilli en héros par des élus et des militants socialistes du Rhône. Quatre jours auparavant, l'ancien premier ministre avait, depuis Pékin où il représentait sa ville, lancé un appel en faveur du maire socialiste de Saint-Priest opposé à un adversaire Front national lors du second tour des cantonales. Dimanche 22 mars, l'élu PS a nettement devancé son rival. « Je n'hésiterai pas, toutes les fois que cela se représentera, à faire ce choix », a souligné M. Barre.

La chaleur de ses « amis » socialistes était sincère. Ils avaient eu connaissance, quelques minutes plus tôt, du jugement très sévère porté par M. Barre à l'encontre de M. Millon : « L'acceptation de voix du FN est une faute politique grave (...). Elle offre au Front national une reconnaissance inespérée de respectabilité démocratique (...). Il est éminemment souhaitable qu'un terme soit mis rapidement à cette situation malsaine, l'espère en tout cas que les conseillers régionaux UDF et RPR s'abstiendront de participer à un exécutif régional dont l'action s'exercera en fait sous l'emprise du FN. » Gérard Collomb (PS), principal opposant de M. Barre au sein du conseil

municipal de Lyon et conseiller régional, a eu un bref entretien avec ce dernier. Il rapporte que l'ex-premier ministre prône la constitution d'une « grande coalition » droite-gauche.

Charles Millon a reconnu dimanche sur France 2 qu'il avait rencontré le chef du FN en Rhône-Alpes, Bruno Gollnisch, le 18 mars, pour « préparer la session ». Mais il a affirmé qu'au cours de cette rencontre il n'y a eu « ni accord secret, ni transaction, ni marchandage ». M. Gollnisch affirme le contraire : « Il n'a été bien évidemment question que de son élection [celle de M. Millon] et des contreparties ». Il ajoute : « Nous avons convenu de dire qu'il n'y a pas d'alliance entre nous, d'accord de mandature, de gestion commune de la région, mais qu'il existe des terrains d'accords : six points de convergence politique (...). Nous avons préparé tout cela dans l'après-midi du mercredi 18 mars entre 15 et 16 heures. Si M. Millon estime que tout ça est un affreux malentendu, que ce n'est pas ce qui s'est passé, qu'il démissionne en faisant savoir qu'il ne souhaite pas les voix du Front national. Tout redeviendra clair. »

Le socialiste Jean-Jack Queyranne exige le départ de Charles Millon : « Il ne peut pas continuer à mentir. S'il a encore un brin de conscience, qu'il démissionne ! »

Claude Francillon

M. Sarkozy évoque l'« addition » présentée par le Front national

● **Lionel Jospin** : « Lourd de sens et lourd d'inquiétudes », mais aussi « plein d'espérance », le week-end « ne s'achèvera que lundi lorsque nous saurons ce qui sera fait dans quelques grandes régions de France », a déclaré le premier ministre, dimanche soir à Toulouse. M. Jospin visait les quatre régions - Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Haute-Normandie et Ile-de-France - qui pourraient demeurer à droite en cas d'alliance avec le Front national.

● **François Hollande**, premier secrétaire du Parti socialiste, estime que la droite classique et la gauche devraient essayer de « s'en sortir collectivement » face au FN.

● **Robert Hue**, secrétaire national du PCF, a affirmé, sur France 2, que « de nombreux électeurs ont sanctionné la mise en cause du suffrage universel par les alliances » de la droite avec le FN. Il a appelé à « un sursaut de toute la société ».

● **Jean-Pierre Chevènement**, ministre de l'intérieur, a appelé à « contenir d'abord et réduire ensuite » le Front national, qui exerce une « influence délétère » en France. Il faut « faire vivre les valeurs républicaines », a-t-il ajouté.

● **Nicolas Sarkozy**, secrétaire général du RPR, a souligné, sur TF1, qu'il n'aura pas fallu « 24 heures » pour que le FN « présente l'addition », en faisant référence à la revendication par Jean-Marie Le Pen de la présidence de la région PACA. L'attitude des cinq présidents de région [élus avec les voix du FN] a « contribué à dénouer une partie large de notre électorat », qui ne s'est pas « mobilisé » au deuxième tour.

● **Jean-Claude Gaudin**, président sortant (UDF-DL) du conseil régional de PACA, a pointé aussi, dans une déclaration à l'AFP, la responsabilité des cinq présidents élus avec les voix du FN qui « ont fait perdre » les élections cantonales à la droite, et qui « ont permis à la gauche de se mobiliser fortement ».

● **Alain Madelin**, président de Démocratie libérale, a indiqué, sur France 2, qu'il n'y a pas de drame à accepter les voix du FN quand il n'y a pas accord ou compromis. Pour M. Madelin, c'est le cas dans le Rhône-Alpes qu'en Languedoc-Roussillon.

SI LE DÉSHONNEUR DEVAIT REJAILLIR SUR TOUTE LA DROITE, IL FAUDRAIT TRICHER DAVANTAGE.



Ile-de-France : la droite tétanisée

VENDREDI 20 MARS, Edouard Balladur avait donné l'impression aux conseillers régionaux RPR qu'il hésitait encore sur la conduite à tenir. Dimanche soir, la réponse est tombée par la bouche de François Fillon. Interrogé sur France 2 sur la confirmation de la non-candidature de l'ancien premier ministre à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France, le porte-parole du RPR a répondu : « Absolument. M. Balladur a toujours dit qu'il ne serait pas candidat, et c'est un homme de parole. » Entre-temps, Jean-Marie Le Pen avait réclamé la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par mesure de réciprocité après l'élection de présidents de droite grâce aux voix du FN. Sinon, il laisserait la gauche prendre la présidence de l'Ile-de-France, de Midi-Pyrénées et de Haute-Normandie... Le piège s'est refermé sur la droite francilienne, qui ne devait décider qu'en fin de matinée, lundi 23 mars, de la manière la plus honorable d'en sortir, maintenant que son candidat « naturel » a renoncé à se présenter.

De réunion en réunion, pendant toute la semaine écoulée, la droite francilienne a répété qu'il lui était impossible de ne pas présenter de candidat, que les militants et les électeurs ne le comprendraient pas. Avant d'aborder l'ultime rencontre, il se trouve certains élus pour penser que M. Le Pen a fourni au RPR l'argument qui lui manquait pour ne pas présenter de candidat. Le troc avec le FN serait si évident que les élus de base, en majorité, samedi, partisans d'une alliance conclue dans le non-dit, pourraient se raviser.

Le problème du RPR, où l'on répète que, aux dernières nouvelles, la tendance était à présenter un candidat aux trois tours de scrutin, consiste désormais à trouver ce « candidat de témoignage ». M. Balladur n'est plus tenté ; Charles Pasqua affirme ne l'avoir jamais été ; Pierre Bédier, tête de liste dans les Yvelines, ne veut pas y aller ; Eric Raoult, tête de liste en Seine-Saint-Denis, est battu au second tour des cantonales... Reste

le seul volontaire, Didier Julia, tête de liste en Seine-et-Marne, rejeté par une très large majorité du groupe RPR lors de l'élection de son président. Or, s'il s'agit maintenant, pour le RPR, de trouver un représentant non suspect de rechercher des alliances avec le FN, le député de Seine-et-Marne n'est pas le mieux placé.

Car, outre le marchandage proposé par M. Le Pen, le second tour des cantonales a montré le désarroi de l'électorat de droite, déboussolé par les alliances déjà conclues. En Ile-de-France, la gauche progresse partout, et gagne même le département de l'Essonne... où le FN s'est désisté, à grand renfort de publicité, mais sans succès, pour une candidate RPR.

STRATÉGIES CROISÉES

Le RPR devait se réunir à 9h 30 lundi matin, puis rencontrer le groupe UDF, une heure plus tard, à l'Assemblée nationale. De l'avis général, ce qui se passera en Ile-de-France dépendra du déroulement de l'élection du président en PACA. Certains élus de droite disent espérer que le FN, en rétorsion d'un échec en PACA, ferait perdre la droite en Ile-de-France, ce qui serait une autre manière de faire résoudre son propre dilemme par M. Le Gallou, président du groupe FN. A moins que, sous couvert d'une candidature de témoignage, apparemment destinée à éviter le piège du FN, ne se dessine un autre scénario, comme le débouchage de quelques élus lepénistes (deux ou trois suffiraient), convaincus de renoncer à l'étiquette FN et de siéger dans un groupe divers droite.

A entendre les élus RPR et UDF, tout était possible, tant les stratégies se croisaient, se heurtaient, se neutralisaient, les propos publics n'étant pas les mêmes que ceux tenus en privé. Au bout du compte, la droite, sauf à ne pas présenter de candidat à la présidence, semble bien, consentante ou non, à la merci des manœuvres de dernière minute du Front national.

Pascale Sauvage

M. Chirac fait savoir qu'il a tenté de dissuader M. Millon d'accepter les voix du FN

APRÈS les déchirements, la déroute. L'opposition a perdu, dimanche 22 mars, au second tour des élections cantonales, dix départements au profit de la gauche, laquelle l'égalait en sièges dans trois autres conseils généraux, et subit une érosion très générale de ses positions.

Dans cette ample défaite, qui touche également les deux formations, plusieurs dirigeants du RPR et de l'UDF, hostiles à l'élection de présidents de conseils régionaux grâce aux voix du Front national, ont immédiatement vu un message de désapprobation des électeurs. Sur TF 1, le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, a ainsi accusé les cinq présidents de conseils régionaux élus avec les voix de l'extrême droite d'avoir « contribué à déboussoler une partie large de notre électorat ». « Ils ont, ce qui est pire, mobilisé une partie de l'électorat de nos adversaires de gauche », a ajouté M. Sarkozy.

Un peu plus tard, Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, a déclaré, sur France 3, que « c'est certainement Jean-François Mancel qui a contribué à faire battre beaucoup de ses amis du RPR ». D'une façon générale, la direction du RPR se satisfait que les accords passés dans plusieurs départements entre candidats de droite et d'extrême droite ne se soient pas révélés payants sur le plan électoral. Elle veut croire que ceci servira de leçon à ceux de ses élus qui seraient encore tentés de conserver, lundi 23 mars, les conseils régionaux d'Ile-de-France, de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Midi-Pyrénées et de Haute-Normandie au prix de nouveaux accords avec le FN. Même Alain Juppé a témoigné de sa solidarité avec la nouvelle direction du RPR dans une déclaration qui ne valait pas que pour la Gironde. « Nous devons maintenant rassembler (...) ceux qui veulent préparer la reconquête et le faire de manière différente des habitudes du passé, d'abord sur des principes sans ambiguïté, ensuite avec un projet mobilisateur et enfin avec des équipes profondément renouvelées », a affirmé l'ancien premier ministre.

A l'UDF, Jean-Claude Gaudin partage cette analyse. Le maire (UDF-DL) de Marseille, qui épaula François Léotard dans sa tentative d'éviter une collusion entre une partie de la droite et le Front national en Provence, a estimé que l'opposition avait perdu les cantonales à cause de « ceux qui ont accepté vendredi d'être élus avec les voix du Front national » et qui ont « profondément troublé » l'électorat de droite.

Alain Madelin fait le constat inverse. Sur France 2, le président de Démocratie libérale a évalué qu'environ « un quart, un tiers », de son électorat ne comprend pas que la droite réclame « par principe » les voix du Front national et livre « sur un plateau » des régions à la gauche.

La soirée a donc confirmé que les dirigeants de la confédération pourront difficilement éviter une franche explication au bureau politique, qui se réunira mardi 24 mars. Figureront notamment à l'ordre du jour les mesures de suspension prononcées par M. Léotard à l'encontre des cinq présidents de conseils régionaux élus grâce aux voix du Front national que le bureau politique peut, ou non, transformer en exclusions. M. Madelin n'y est pas favorable. Il a renouvelé son soutien à Charles Millon, Jacques Blanc et Bernard Harang, tous membres de DL, auprès de qui, a-t-il expliqué, il s'est assuré qu'aucun accord

verse l'opposition s'apparente davantage à un « psychodrame » qu'à un divorce, tandis que le président de Force démocrate souhaite que l'opposition ne tombe pas dans le « piège » tendu par le Front national, qui consiste à la « faire éclater » : la « responsabilité » de la droite, a ajouté M. Bayrou, « c'est de refuser cet éclatement ».

Deux autres personnalités de l'UDF ne veulent pas rester absentes du débat dans la crise que traverse la droite. Fort de sa réélection incontestable en Auvergne, Valéry Giscard d'Estaing a l'intention de mettre à profit sa présence sur TF 1, lundi, pour ré-

entendre, quelques secondes plus tard, qu'il avait été « touché par les remarques » de M. Barre et du chef de l'Etat. Malgré lui, il indiquait ainsi que, comme le maire de Lyon, M. Chirac désapprouvait son élection. Ces propos incitaient l'Elysée à apporter aussitôt quelques précisions. Dans un premier temps, un conseiller faisait savoir que cette conversation avait eu lieu avant l'élection de M. Millon et qu'elle était destinée à faire le point sur la région Rhône-Alpes. Pour que les choses soient encore plus claires, l'entourage du président soulignait, dans un deuxième temps, que M. Chirac avait tenté de « dissuader » l'ancien ministre de la défense de se faire réélire avec les voix du Front national.

S'il a fait connaître sa désapprobation à M. Millon, M. Chirac a tenu aussi à féliciter personnellement, vendredi, ceux des présidents de région élus sans faire d'alliance avec le Front national. Ce fut le cas, notamment, de l'ancien ministre des PME dans le gouvernement d'Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin, réélu président (UDF-DL) de Poitou-Charantes, qui a été complimenté pour la « netteté » de son élection.

Pour l'Elysée, l'essentiel est à venir. De la confusion qui règne dans l'opposition, notamment au sein de l'UDF, M. Chirac peut espérer tirer profit en s'imposant aux états-majors comme la seule référence à droite. Il a pris son parti de la défaite et répète que la reconstruction sera lente. Dimanche soir, M. Chirac a sans doute suivi avec attention les résultats des élections cantonales dans son ancien fief corrézien. Même là, les électeurs ont envoyé un net avertissement au tout-puissant RPR.

Cécile Chambraud, Pascale Robert-Diard et Jean-Louis Saux

Pour Patrick Devedjian, député (RPR) des Hauts-de-Seine, « c'est certainement Jean-François Mancel qui a contribué à faire battre beaucoup de ses amis du RPR » au second tour des élections cantonales

n'avait été passé avec le Front national : « Il n'y a pas de drame à accepter les voix du FN quand il n'y a pas accord ou compromission », a-t-il répété sur France 2. François Bayrou, au contraire, a refusé de croire que l'on puisse obtenir « des voix sans donner quelque chose en échange ».

En dépit de ces divergences d'analyse, les présidents des deux principales composantes de l'UDF ont pris garde à ne pas se lancer des paroles irréparables. Bien que favorable à ce que « l'on tire toutes les conclusions » de l'élection grâce aux voix du Front national des cinq présidents de région, M. Bayrou s'est bien gardé d'employer le mot d'exclusion. M. Madelin fait mine de croire que la crise que tra-

gler quelques comptes. Raymond Barre, à peine rentré de Pékin, a qualifié de « faute politique grave » la réélection de M. Millon, en souhaitant que l'« on sorte rapidement de cette situation malsaine (lire page 6) ». « Du fait de l'importance de la région et de la personnalité de son président, elle offre au Front national une reconnaissance inespérée de respectabilité démocratique », a-t-il déclaré avant d'appeler les élus UDF et RPR à ne pas participer à l'exécutif régional.

M. Barre n'a pas été le seul à critiquer M. Millon. Interrogé sur France 2, le président du conseil régional Rhône-Alpes a confirmé avoir reçu un appel de Jacques Chirac. Une « conversation privée », affirmait-il, tout en laissant

Jean Tiberi échappe à une fronde d'une partie du RPR

LES ÉLECTIONS régionales auront sauvé Jean Tiberi d'une offensive préparée de longue date pour le déloger de l'Hôtel de Ville. Non pas que les résultats de Paris, où la gauche a progressé, ni en particulier ceux de son fief du 5^e arrondissement, où elle obtient quatre points de mieux que sa moyenne dans la capitale, aient électoralement conforté le maire de Paris. Mais l'élection de plusieurs présidents de région grâce aux voix du Front national crée une telle confusion à droite que l'Elysée n'a finalement pas donné le feu vert attendu par Bernard Pons, député RPR de Paris et meneur de la fronde annoncée. Lundi 23 et mardi 24 mars, la séance budgétaire, au cours de laquelle M. Pons, avec l'appui de Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement, et de Claude Goasguen, député UDF du 16^e, devait prendre l'initiative de dérouter le plus normalement du monde.

M. Toubon, actuellement conseiller du président de la République, a renoncé à la création d'un nouveau groupe au sein du conseil de Paris, groupe destiné à faire pression sur M. Tiberi. Si M. Pons apparaît comme le meneur de la

contestation interne à la droite, il affirme ne pas être lui-même candidat à la Mairie de Paris. En revanche, il n'hésite pas à déclarer que « Jacques Toubon est parmi les élus parisiens qui ont vocation à être un jour maire de Paris ».

« AUCUN PROBLÈME »

Le lundi suivant les régionales, M. Pons, dans un entretien publié par *Le Figaro*, déclarait que la droite avait « un véritable problème sur Paris ». M. Goasguen, pour sa part, prédisait « un découplage » entre la vie politique parisienne et celle de l'Hôtel de Ville. M. Tiberi a aussitôt réagi avec fermeté, lors d'une réunion de la majorité municipale sur le budget, en affirmant être le « patron » de la droite parisienne. Il réaffirmait, mercredi 18 mars, ne pas « voir pourquoi le problème de sa succession se poserait ». « Ceux, ici ou là, qui pourraient penser le contraire se trompent... Je n'ai rien à me reprocher sur le plan moral ou autre (...). Il n'y a aucun problème, l'union RPR-UDF à l'Hôtel de Ville est solide », déclarait-il, ajoutant que la droite parisienne « n'a pas à craindre d'échec » aux municipales, au regard des résultats des

régionales qui la maintiennent en tête à Paris.

Le soir même, sur LCI, il s'en prenait nommément à Bernard Pons. Il « essaie d'avoir une activité ; (...) c'est un homme qui n'est pas l'avenir pour Paris (...), son âge n'est pas un élément qui lui permette d'espérer », a-t-il déclaré.

Entre-temps, le maire de Paris s'était assuré du soutien de son premier adjoint et président du groupe UDF, Jacques Dominati, sans lequel aucune révolution de palais ne peut aboutir. « J'ai été approché, mais qu'on ne compte pas sur l'UDF pour régler le problème du RPR », a déclaré Jacques Dominati dont le groupe, dit-il, votera le budget. « Jean Tiberi a été mis en place par le président de la République. Quand il n'aura plus sa confiance, qu'on nous le fasse savoir », ajoute-t-il. Il ne reste à Bernard Pons qu'à constater la solidité de l'« axe Tiberi-Dominati », renforcé, en fait, par le risque de division du RPR. « A moins qu'à l'intérieur du groupe UDF il y ait aussi scission », se plait-il à imaginer, comptant visiblement sur une initiative de M. Goasguen.

Pascale Sauvage

Le Front national ne parvient pas à s'implanter dans les conseils généraux

Le Parti socialiste a plus que doublé le nombre de ses élus cantonaux sortants. Il détient dorénavant 1 140 sièges sur 3 857 dans les assemblées départementales. Le RPR a perdu 213 sièges et l'UDF, 181. L'extrême droite a fait élire 3 des siens

Jamais sous la V^e République, une formation politique n'a remporté un tel succès, en faisant plus que multiplier par deux le nombre de ses conseillers généraux renouvelables. Le Parti socialiste, qui avait 312 élus sor-

tants, en compte, depuis dimanche 22 mars, 647 dans cette série de 1998, s'ajoutant à la série qui sera renouvelée en 2001. Avec 136 sièges, le Parti communiste gagne 36 cantons. Dix départements basculent à gauche.

Dans l'opposition parlementaire, le RPR et l'UDF subissent un revers en perdant, pour le premier, 213 sièges sur 555, et pour le second, 181 sièges sur 498. Le Front national, qui avait passé des accords de désistement

reciproque dans certains cantons et comptait provoquer un nouvel électrochoc, ne remporte que trois sièges. Ils s'ajoutent aux cinq qu'il détenait auparavant dans la série renouvelable en 2001. Cet échec a pour

la droite valeur d'enseignement alors qu'elle vient de conquérir cinq présidences de région avec l'appui des voix de l'extrême droite, semant apparemment le trouble au sein même de son électoral.

LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR DES CANTONALES

(Chiffres du Monde)

	MÉTROPOLE			OUTRE-MER			NATIONAL		
Inscrits	15 960 831			221 021			16 181 852		
Votants	8 783 458			119 164			8 902 622		
Abstentions ...	44,97 %			46,08 %			44,98 %		
Blancs et nuls	5,49 %			5,96 %			5,50 %		
Exprimés	8 300 926			112 059			8 412 985		
FAMILLES POLITIQUES	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. expr. (%)	Inscrits (%)
Total gauche	3 927 823	47,32	24,61	59 689	53,27	27,01	3 987 512	47,40	24,64
dont PS	2 849 585	34,33	17,85	11 036	9,85	4,99	2 860 621	34,00	17,68
PC	508 509	6,13	3,19	-	-	-	508 509	6,04	3,14
Total droite	3 716 530	44,77	23,29	43 990	39,26	19,90	3 760 520	44,70	23,24
dont RPR	1 418 655	17,09	8,89	15 161	13,53	6,86	1 433 816	17,04	8,86
UDF	1 294 490	15,59	8,11	5 731	5,11	2,59	1 300 221	15,45	8,04
Extrême gauche	12 773	0,15	0,08	-	-	-	12 773	0,15	0,08
FN	616 343	7,42	3,86	-	-	-	616 343	7,33	3,81
Divers	27 457	0,33	0,17	8 380	7,48	3,79	35 837	0,43	0,22

LA RÉALITÉ vaut mieux que tous les sondages. Si les états-majors du RPR et de l'UDF voulaient avoir une idée précise de l'effet produit par des alliances de fait avec le Front national, ils ont été largement instruits, dimanche 22 mars, par le second tour des élections cantonales. Eclipsé par le scrutin régional du 15 mars, que la droite a voulu utiliser, au début de la campagne, comme vote-sanction de l'action du gouvernement, avant de lui conférer un caractère beaucoup moins national, le renouvellement de la moitié des conseillers généraux était plutôt considéré comme une épreuve locale sans signification politique excessive.

C'était sans compter avec la désattribution de l'électorat provoquée par l'accession, vendredi 20 mars, de présidents UDF à la tête de cinq régions grâce à la complicité du bulletin de vote des élus du Front national. D'un coup, la consultation locale s'est muée en test national. Finalement, la gauche augmente son nombre de sièges comme jamais une force politique ne l'avait fait dans le passé.

QUATRE PARTAGES PARFAITS

Avec, en métropole, 647 conseillers généraux élus sur les deux tours de scrutin, le Parti socialiste efface son échec de 1992 et fait plus que doubler le nombre de cantons qu'il détenait dans cette série, soit 312 depuis six ans. Son gain est donc de 335 cantons. Cette progression lui permet d'arracher neuf départements à la droite : l'Aisne, l'Ardèche, le Finis-

tère, le Gers, la Meurthe-et-Moselle, le Nord, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées-Orientales et l'Essonne. Un dixième conseil général, celui de l'Allier, a été conquis par le PCF, qui n'en gérait précédemment que deux. Quatre autres départements voient un partage parfait de leurs sièges entre la droite et la gauche : les Alpes-de-Haute-Provence, la Drôme, le Vaucluse et la Haute-Saône. Si les trois premiers semblent devoir rester acquis à la droite au bénéfice de l'âge, le quatrième devrait basculer à gauche pour la même raison.

Le Parti communiste voit le

nombre de ses conseillers passer de 100 à 136. Avec 126 sièges, les divers gauche enregistrent une progression de 51 sièges et les autres formations de la gauche « plurielle » bénéficient, elles aussi, de la poussée générale : Parti radical de gauche (+5, avec 36 sièges), Mouvement des citoyens (+2, avec 12 sièges) et les Verts, qui ont un élu supplémentaire, soit désormais 2, avec Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Avec 959 cantons détenus contre 529 avant le renouvelle-

ment, la gauche « plurielle » dans son ensemble enregistre une progression de 430 cantons. La droite est frappée par une régression symétrique : elle perd 417 sièges, passant de 1 399 sièges à 982. L'UDF et le RPR sont touchés dans les mêmes proportions (-38,4% et -36,3%). La confédération libérale et centriste tombe de 555 cantons à 342, soit une perte de 213, alors que le parti gaulliste chute de 498 cantons à 317, soit un recul de 181. Le recul est bien moindre pour les divers droite, qui ne perdent que 17 cantons (317 contre 334). Globalement, la proportion de cantons détenus par la gauche dans cette série passe de 27% en 1992 à 49% en 1998. Du côté de la droite, cette proportion passe de 72% à 50%.

Au total, la droite maintient toutefois sa domination sur la France cantonale en étant majoritaire, sans avoir recours à l'âge, dans 61 départements métropolitains, contre 76 avant ces cantonales, alors que la gauche le devient dans 30, sans le bénéfice de l'âge, au lieu de 20 auparavant.

Une des grandes données de ce scrutin est aussi le résultat

NOMBRE DE SIÈGES

en métropole

	Sortants	Élus
Ext. g.	2	1
CAP	5	5
PC	100	136
MDC	10	12
PS	312	647
PRG	31	36
div. g.	75	126
Verts	1	2
Ecol.	-	1
UDF	555	342
RPR	498	317
div. d.	334	317
CNIP	6	2
MPF	6	4
FN	-	3
div.	7	7

Trois départements

manqués à un siège près

En dehors des 10 départements qui ont basculé à gauche - 9 au profit du PS et 1 pour le PC, qui en présidera ainsi 3, avec la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne -, la majorité « plurielle » progresse dans presque tous les départements, sauf la Corse-du-Sud, la Lozère, la Meuse, le Haut-Rhin, le Tarn-et-Garonne et l'Yonne, où elle reste stable et minoritaire. A contrario, elle est dominante dans l'Ariège, où le PS détient 21 des 22 sièges. La gauche a beaucoup progressé en Haute-Garonne, qu'elle dirige déjà, suscitant les félicitations de Lionel Jospin, qui en est un des conseillers généraux. Mais il lui a manqué un siège pour être majoritaire dans la Creuse, en Ille-et-Vilaine et en Charente.

Blois (UDF-DL), conseiller général sortant, qui avait pris la tête des élus prêts à accepter les voix du Front national pour barrer la route à la gauche « plurielle » en Haute-Normandie, et qui s'est retrouvé battu, dimanche soir, par Claude Béhar (PRG), donné éliminé, par erreur, dans *Le Monde* du 17 mars.

Globalement, les candidats de droite ont réalisé, dans 71 départements, une meilleure progression, en pourcentage, que les candidats de gauche, si on prend comme référence le potentiel des voix de chaque camp au premier tour. Cela tend à montrer que les électeurs frontistes se sont plus ou moins reportés sur eux, alors même que l'abstention grimpeait, sans pouvoir les autoriser à devancer la gauche.

Pour autant, le barrage mis en place face au Front national n'a pas résisté là où l'extrême droite est forte. Ainsi, à Toulon et Marignane, la droite s'était-elle désistée ici, et la gauche là, pour laisser un seul candidat républicain affronter celui de l'extrême droite. En vain. Mais deux cantons gagnés donnent-ils une région ?

Olivier Biffaud

Le Finistère, « un petit point rose en haut, à gauche »

QUIMPER

de notre correspondante régionale

Au bar du conseil général, à Quimper, la joie des socialistes est contenue. Dans une pièce voisine dîne l'ancien maître des lieux, Charles Miossec (RPR), en compagnie de quelques proches : les élus de sa majorité ont vite déserté les lieux. Mais à Brest, les troupes du maire, Pierre Maille (PS), triomphent bruyamment. Comme prévu, c'est dans la grande ville du Finistère que s'est jouée l'élection. Ainsi qu'elle l'espérait, la gauche y réalise un « grand chelem », comme aux législatives.

Depuis 1997, décidément, Brest - où le dernier congrès du PS a eu lieu, en novembre 1997 - lui réussit. Les Brestois, pris dans les soubresauts des restructurations militaires, auraient mal pris que cette grand-messe soit organisée ailleurs que chez eux. « Sans le congrès, nous n'aurions pas gagné le département aujourd'hui », affirme Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche, venu en voisin, à Quimper, de son fief de Mellac. Beaucoup d'attendaient à la tête de la future assemblée départementale. Dès 20 heures, un communiqué lève toute ambiguïté : ministre il est, ministre il restera. On n'abandonne pas son poste en pleine préparation d'une loi d'orientation agricole en France et d'une réforme de la politique européenne.

Lionel Jospin est sourcilieux sur le cumul des mandats. « J'ai dit oui à Lionel », sourit M. Le Pensec. Les socialistes devraient donc choisir Pierre Maille,

maire de Brest, pour présider le conseil général. Dans le Finistère, qui passe à gauche pour la première fois de son histoire, les socialistes doutaient de leur victoire après leurs résultats décevants aux régionales. Le malaise, voire la colère, né à droite des alliances avec le Front national pour l'élection des présidents de cinq assemblées régionales leur a sans donné un coup de pouce décisif. Charles Miossec admet que le climat national a pu jouer, y compris à la pointe de la Bretagne, où le Front national obtient pourtant des scores limités.

UNE FÊTE UN PEU GÂCHÉE

« Un point rose en haut et à gauche de la carte de France n'efface pas la couleur sombre qui a investi notre pays il y a deux jours », déplore Louis Le Pensec. Ce vendredi-là, celui des alliances droite-FN, gâche un peu la fête. « C'est ce que la politique peut montrer de pire », estime le maire de Quimper, Bernard Poignant (PS). Les militants hochent la tête gravement et s'interrogent. Comment des membres de l'UDF - des « descendants du MRP » démocrate-chrétien, un mouvement que l'on connaît bien ici - ont-ils pu céder aux sirènes du FN ? Résistant et cofondateur du MRP, André Colin a marqué ce département. « Il doit se retourner dans sa tombe », lance une militante devant la salle qui porte le nom de cet ancien président du conseil général.

Martine Valo

Meurthe-et-Moselle : battue, la droite va régler ses comptes

NANCY

de notre correspondante

« Je ne porterai pas de jugement ce soir. Mais je chercherai, croyez-moi, d'où vient cette défaite. Je perds

REPORTAGE

« C'est une période de purgatoire à passer », commente André Rossinot

le département pour douze voix... » Jacques Baudot, sénateur UDF-FD, président sortant du conseil général de Meurthe-et-Moselle, était grave et courroucé, dans la soirée du dimanche 22 mars, à la préfecture. L'instant d'avant, Michel Dinnet, instituteur, maire (PS) de Vannes-le-Chatel, futur président de l'assemblée départementale, était arrivé, salué par les applaudissements. La gauche enlève six nouveaux cantons (Vandœuvre-Est, Conflans-en-Jarnisy, Tomblaine, Nomeny, Nancy et Villers-lès-Nancy). Le nouveau conseil général comportera 27 conseillers de

gauche - si l'on compte Pierre Mersch, élu non inscrit du canton de Longuyon - et 21 pour la droite.

Dans les prochains jours, la droite va régler ses comptes. La plus grosse surprise vient de la défaite de Jean Bernadoux, sénateur (UDF-FD) et maire de Villers-lès-Nancy, qui s'incline de douze voix devant Pascal Jacquemin (PS), cadre à la SNCF. Au premier tour, sur ce canton remodelé, le maire (UDF-Rad) de Maxéville, Henri Bégorre, s'était présenté. M. Baudot avait dû mener de longues tractations pour obtenir son retrait. Mais la situation de Jean Bernadoux restait compromise, empoisonnée par un rapport de la chambre régionale des comptes sur sa gestion municipale, exploité par ses adversaires.

Les dissensions de la droite ont joué aussi à Nancy-Nord, où le député socialiste de Briey-Pont-à-Mousson, Jean-Yves Le Déaut, l'emporte devant un RPR, François Werner. Au premier tour, trois « quadras », un UDF et deux RPR, s'affrontaient. Le déjeuner de « rabibochage » qui les a réunis le 17 mars n'a pas modifié la donne. Dimanche, M. Werner ne décollerait pas contre « les gens à droite qui nous jinguent et veulent tout garder pour eux ». Désormais, André Rossinot, maire (UDF-Rad) de Nancy, doit compter avec cet élu socialiste qui ne cache pas qu'il va, avec ses amis, « réfléchir à une stratégie pour Nancy ». « C'est une période de purgatoire à passer ; dans trois ans, il y aura une autre série pour le département », commentait M. Rossinot.

Secousse également à Vandœuvre-Est, où le maire RPR, Françoise Nicolas, doit s'incliner devant Stéphane Hablot, conseiller

municipal PS. Ici, le remodelage cantonal aura été fatal à la droite. Le Pays Haut confirme son ancrage à gauche. Deux communistes étaient seuls en lice à Audun-le-Roman et à Herserange. A Villefrupt, Alain Casoni, le sortant communiste, s'était inquiété du maintien, malgré les pressions de la fédération socialiste, de Christiane Witwicki, qui l'avait battu aux élections municipales. Au final, M. Casoni l'emporte et se reprend à rêver de la mairie de Villefrupt.

Monique Raux

bravo à tous les Élus !

Vous venez d'être élu ou réélu Conseiller Général. **Bravo !**

La **SBE, Banque des Élus Locaux**, est heureuse de vous présenter tous ses vœux de pleine réussite.

Vous êtes **Élu Municipal, Départemental ou Régional ?**

Ludovic Letellier et son équipe se tiennent à votre disposition pour étudier avec vous les solutions adaptées à tous vos besoins financiers :

Prêt personnel Elu Local ■ Prêt Démocratie
■ Compte spécifique Elu Local ■ Epargne ■ Immobilier...

Numéro d'appel réservé aux Elus Locaux

01 45 58 77 11

SBE - Banque des Elus Locaux



Groupe Banques Populaires

Tous les nouveaux élus

Le Guide du Pouvoir

Conseillers régionaux et généraux, parlementaires, cabinets ministériels...

Organigrammes, biographies et photos
12^e édition (3 volumes) 990 frs ttc

Editions Jean-François Doumic
Tél. 01 42 46 58 10

Formation bac+4 ans
bilingue français-anglais
commerce-gestion

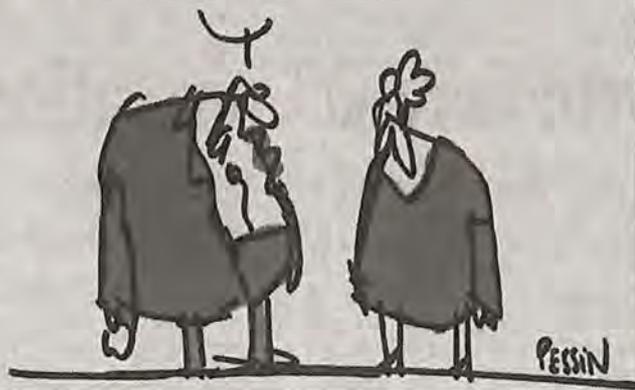
• Certificat homologué par l'État
au niveau II - bac + 4
• Échanges avec les États-Unis en
cours de scolarité

avec préparation
intégrée aux grands
MBA mondiaux

Groupe IPESUP
mba
Institute

38 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris
01 42 78 95 45

JE NE SAVAIS PAS CE QUI
RISQUAIT LE PLUS DE FAIRE
MONTER LE FN: VOTER
À DROITE OU S'ABSTENIR.



Nord : le basculement consacre la fin d'un long malaise

LILLE

de notre correspondant régional
Divine surprise pour la gauche dans le Nord. Elle espérait seulement la reconquête d'un départe-

REPORTAGE

Une divine surprise pour la gauche, qui a gagné 15 sièges là où il lui en fallait 7

ment qui avait toujours voté à gauche, entre PS et PC, mais avait basculé à droite en 1992. Ce que l'on avait pris alors pour un petit accident s'était traduit par la perte de trois sièges supplémentaires en 1994. Au vu des résultats du 15 mars, la gauche croyait pouvoir remonter son handicap de sept sièges mais ne s'attendait pas à une victoire absolue. Encore dans les mémoires, la défaite de 1992 reposait en partie sur des reports de voix catastrophiques, par exemple dans le canton de Valenciennes, et souvent dans l'ancien bassin minier. S'y ajoutait le choix stratégique de la direction du PC vers la gauche « plurielle », qui pouvait faire grossir sur sa gauche un vote protestataire, marqué aux régionales par le succès de Lutte ouvrière (7 élus).

Le PS affichait des ambitions si modestes que, au soir du premier tour, Pierre Mauroy considérait que la seule reconquête des deux cantons de Lille (Sud-Ouest et Nord-Est) constituerait une grande victoire. Il songeait particulièrement à son ancien canton de Lille-Sud-Ouest, conquis par Colette Codacioni en 1989. Quant aux communistes, ils s'étaient fixé comme objectif de ne perdre aucun canton sur les six remis en jeu, et éventuellement d'en reconquérir un ou deux dans le sud du département.

La victoire a été bien au-delà, puisque la gauche a gagné quinze sièges là où il lui en fallait sept. Le résultat du second tour a confirmé les impressions d'une campagne où l'on a vu des militants manifestement satisfaits de se retrouver après des années de malaise. Dans les cantons les plus chargés de contentieux, la hache de guerre a bel et bien été enterrée.

A droite, le scrutin du 22 mars

Pierre Cherruau

n'a fait qu'aggraver les revers prévisibles d'une bataille mal engagée. Jacques Donnay, président sortant exclu du RPR, ne semblait guère pressé de laisser la place à Jean-René Lecercq, premier vice-président RPR du conseil général, avec lequel il n'entretenait pas les meilleurs rapports. Cela ne pouvait déboucher, dans une droite par ailleurs divisée, que sur une campagne un peu molle.

Les instances nationales ont semé le désarroi chez les cadres comme chez les militants en ne sachant pas trancher dans l'affaire Borloo-Vasseur. Du pain béni pour le Front national. Entre les deux tours, les rebelles du RPR – le clan de Jacques Donnay – s'attendaient à un échec. Mais ils n'étaient pas mécontents d'avoir montré, en refusant toute alliance avec le FN, un peu plus de rigueur républicaine que certains de ceux qui les avaient exclus la veille. Là où ils attendaient un peu de reconnaissance de leur électorat, leur score relève du désaveu.

DEUX PRÉTENDANTS PS

A gauche comme à droite, personne n'avait, au soir du 22 mars, mesuré les conséquences d'une déferlante beaucoup plus forte que prévu. Elle balayait en tout cas ce qui aurait été, dans la réorganisation régionale et départementale du Nord-Pas-de-Calais, la question politique majeure en cas de majorité fragile : le conseiller général communiste de Valenciennes-Sud, Elie Salengros, vient d'être déclaré inéligible à la suite d'une série de condamnations, dont une pour prise illégale d'intérêts. Le nouveau département ne prendra son visage définitif qu'après son remplacement, mais il ne risque plus de rebasculer à droite, même après une partielle défavorable. Aussi est-ce sans remords que le comité fédéral du PS devait désigner, dans la soirée du lundi 23 mars, son candidat à la présidence. Deux prétendants sont sur les rangs : Bernard Derosier, député et ancien président du conseil général de 1985 à 1992, et Paul Raoult, sénateur, élu d'un « Sud », le Valenciennais, qui se sent très à l'écart dans le département du Nord.

Corse : déception à gauche, grand buffet unioniste à droite

AJACCIO

de notre envoyée spéciale
Pourquoi il vote ? Il hausse les sourcils, surpris. « Pour le travail », répond-il, comme si

REPORTAGE

« On a raté le coche dès le premier tour », regrette un partisan d'Emile Zuccarelli

c'était une évidence. « Il faut qu'on soit bien avec le maire à cause des marchés qu'on a dans les cantons », précise le jeune homme, étonné qu'on s'étonne. La petite entreprise familiale où il travaille avec son père ne doit-elle pas, depuis toujours, sa modeste prospérité à la bienveillance des édiles locaux ? « Le maire, je le connais, on se salue », ajoute le candide électeur, une pointe de fierté dans la voix. Son copain, à peine plus âgé que lui, opine du bonnet. Et tous deux disparaissent dans les bureaux de vote installés dans l'école primaire du canton de Campoloro-di-Moriani, où le maire de San-Nicolao, Jean-Claude Bonaccorsi, conseiller général sortant, affronte, dimanche 22 mars, pour le deuxième tour des élections cantonales, le candidat de la gauche « plurielle », Claude Oli-

vesi. Ce dernier, à 11 heures du matin, a le sourire nerveux et les traits fatigués. Il est à mille lieues de se douter que la victoire est à portée de bulletin. A la fin de la journée, il en totalisera 1 718, contre 1 517 en faveur de son adversaire.

« Les Corses sont imprévisibles, quelquefois », souffle un vieux retraité en arpentant, à pas traînants, l'immense hall du lycée Fesch, à Ajaccio. Au milieu de la salle, des tables ont été dressées sur des tréteaux. Des palissades gardent la foule à distance. Pour le moment, personne ne se bouscule. Il n'est que 18 h 30 et le dépouillement vient juste de commencer. A voix haute, le décompte s'égrène : « Rossini, Renucci, Blanc, Renucci... » Par les hautes baies vitrées, une feuille de palmier frissonne sur le ciel mauve. « C'est fini, c'est Renucci », lâche le vieil homme. Les résultats ne seront pas connus avant une petite heure, mais, à l'en croire, les dés sont jetés. « C'est fini, je vous dis ! », répète-t-il. « Simone Rossini avait pourtant reçu le soutien du Parti bonapartiste », ajoute-t-il, avant de disparaître dans la foule, de plus en plus dense et bruyante. Assise dans un coin du hall, la fille de Simon Renucci, une jeune fille de vingt-trois ans, écoute, la mine radieuse, le décompte monotone des suffrages.

« Les victoires courtes sont toujours les meilleures, comme les plaisanteries », blague un homme d'une soixantaine d'années. Son épouse s'esclaffe. Cours Grandval, devant la permanence du RPR Jean Baggioni, située presque en face du lycée Fesch, une bonne centaine de personnes piétinent gentiment sur le trottoir. Beaucoup de cheveux blancs, quelques quadras BCBG.

CHANTS PATRIOTIQUES

Ici aussi, on fait la fête. Avec un grand buffet unioniste : eau minérale, champagne et sandwiches. La liste d'Union de la droite pour le second tour des élections territoriales, rassemblant Jean Baggioni, José Rossi et Paul Natali, n'a-t-elle pas obtenu près de 37 % des suffrages ? « C'est un score excellent ! », assure une supporter. Elle admet cependant avoir voté pour M. Natali « le couteau sous la gorge ».

Pourquoi ? Elle rugit, soupire puis s'exclame : « La Corse attend des autorités nationales qu'elles fassent leur travail jusqu'au bout. Les gens qui ont fraudé, qu'ils soient de droite ou de gauche, ils doivent aller en prison. Il faut le dire haut et fort, insiste-t-elle. Il n'y a pas d'autre moyen si l'on veut savoir qui a tué le préfet Erignac. » A l'autre

bout de la ville, les militants nationalistes de Corsica Nazione entonnent des chants patriotiques. Le Métal Café, bistrot qui jouxte leur permanence, est archibondé. Crânes rasés, vestes noires. Quand on demande à Vanina, vingt-deux ans, pourquoi, à son avis, le Front national essuie un échec en Corse, elle fait la même réponse que les supporters du RPR : « Ici, contrairement au continent, on n'a pas beaucoup de Maghrébins. Ceux qu'on a, ils ne nous embêtent pas trop. C'est ce qui explique que le FN n'arrive pas à s'implanter chez nous ». Dans la rue, les enfants s'amuse avec les drapeaux. Vanina se dit « contente » des résultats de Corsica Nazione (9,8 %). « Cinq élus, c'est bien. On va faire la fête », sourit-elle.

Il n'y a guère qu'au local d'« Une alternative de gauche pour la gauche », la liste d'Emile Zuccarelli, que le moral n'est pas au beau fixe. « On a raté le coche dès le premier tour », dit un militant du PS. La déception est grande. « Ça se voit tant que ça ? », jette une jeune fille, un sanglot dans la voix. « Ici, la politique, ça ne changera jamais ! », ajoute-t-elle. « Des élections, il y en aura d'autres, lui répond un de ses camarades. On est des coureurs de fond. »

Catherine Simon

Les « affaires » provoquent la déroute de la droite dans l'Essonne

VERDICT sans appel pour la droite dans l'Essonne, qui subit une véritable hécatombe. Aucun pronostic ne laissait prévoir, au soir du premier tour, un tel échec pour la droite, majoritaire depuis 1982 dans le département. Elle ne parvient à sauver que quatre cantons et n'en gagne aucun. Le poids des « affaires » politico-judiciaires dans lesquelles est impliqué Xavier Dugoin, président (RPR) du conseil général, a nettement fait pencher la balance à gauche, a souligné le sénateur socialiste Jean-Luc Mélenchon, nouveau conseiller général de Massy-Ouest, en se félicitant que l'Essonne devienne, historiquement, le premier département d'Ile-de-France à être présidé par le PS.

M. Dugoin, en apprenant les résultats dimanche, depuis la préfecture d'Evry, a rejeté toute responsabilité dans l'échec de la droite, qu'il préfère attribuer à la « dispersion des candidats de la majorité au premier tour ». « Les résultats sont très serrés, a-t-il ajouté, mais ils sont clairs. L'affaire est réglée, je me prépare maintenant à l'alternance pour 2001. »

Les électeurs essonnais ont rejeté une ma-

ajorité de droite tenue par un président cité à comparaître devant le tribunal correctionnel d'Evry quinze jours après le verdict des urnes. Pour la gauche, il ne fait aucun doute que c'est le « climat de corruption » pesant sur la majorité du conseil général qui l'a conduite à sa perte.

ALLIANCE INFRUCTUEUSE AVEC LE FN

Mercredi 18 mars, Serge Dassault, conseiller général RPR, et Philippe Royé, président du groupe RPR au conseil général, tentaient un rapprochement de dernière minute avec les frondeurs « anti-Dugoin », dirigés par Jean de Boishue, conseiller général RPR, pour lâcher M. Dugoin et lui demander de retirer sa candidature à la présidence du conseil général. Le soir même, M. Dugoin battait le rappel des élus RPR au conseil général. M. Dassault et M. Royé devaient finalement se raviser, estimant qu'« il était déjà trop tard ».

Le signe le plus flagrant de la déroute de la droite est la perte du bastion de Gif-sur-Yvette, tenu par le premier vice-président du conseil général et sénateur UDF Michel Pel-

chat, qui, face à un candidat socialiste de faible notoriété, perd son siège d'une centaine de voix. A Juvisy-sur-Orge, la candidate RPR Michèle Adam, suppléante du député Jean Marsaudon (RPR), échoue face au PS, malgré le désistement, vendredi, du candidat FN, Thierry Debien. Celui-ci n'avait pas déposé ses bulletins de vote, en réponse à l'appel de M. Marsaudon qui l'avait invité, par un communiqué de presse, à faire barrage à la gauche. Le canton de Juvisy a été un cas unique d'alliance droite-FN en Essonne – une alliance qui n'a pas porté ses fruits.

Se pose dès maintenant la question de l'élection du président du conseil général, le 27 mars. Les socialistes devront d'abord se choisir un candidat, entre Jean-Marc Salinier, conseiller général (PS), Michel Berson, président du groupe socialiste au conseil général, Jean-Luc Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste, voire la jeune garde du groupe socialiste, incarnée par Gérard Héroult ou Thierry Mandon.

Anne Rohou

Le sort des ministres et des parlementaires

QUATRE ministres étaient candidats lors de ces élections cantonales. Lionel Jospin a été réélu, dès le premier tour, dans son canton de Cintegabelle (Haute-Garonne), ainsi que Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, dans les Côtes-d'Armor. Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a été élue au second tour dans le Jura. En revanche Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, a été

battue dans le canton des Deux-Sèvres où elle se représentait.

Quatre-vingt-quinze députés étaient eux aussi en lice. Claude Hoarau et Elie Hoarau, tous deux PCR, ont été battus dès le premier tour à la Réunion. François Sauvadet (UDF-DL) a été élu, le 15 mars, en Côte-d'Or. Vingt-six autres députés ont été réélus au premier tour. Trente-cinq l'ont été au second, pendant que dix-sept étaient élus pour la première fois. Quatorze ont été battus : Rudy Salles (UDF-DL, Alpes-Mari-

times), Christian Kert (UDF-FD, Bouches-du-Rhône), Roland Blum (UDF-DL, Bouches-du-Rhône), Roger Franzoni (PRG, Haute-Corse), Yves Nicolin (UDF-DL, Loire), Michel Hunault (RPR, Loire-Atlantique), Jean-Paul Charié (RPR, Loiret), Roger Lestas (UDF-AD, Mayenne), Patrick Delnatte (RPR, Nord), Thierry Lazaro (RPR, Nord), Odette Grzegorzulka (PS, Aisne), Béatrice Marre (PS, Oise), Nicole Brick (PS, Seine-et-Marne), Huguette Bello (PCR, la Réunion).

Soixante-neuf sénateurs étaient candidats. Trente-six ont été réélus dès le premier tour, vingt-quatre au second, cinq étant élus pour la première fois. Quatre ont été battus : Dominique Leclerc (RPR, Indre-et-Loire), Yvon Collin (PRG, Tarn-et-Garonne), Philippe Darniche (MPF, Vendée) et Michel Pelchat (UDF-PPDF, Essonne). Trente-cinq présidents d'assemblée départementale demandaient le renouvellement de leur mandat de conseiller général. Ils l'ont tous obtenu.